

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2015/24290]

12 NOVEMBRE 2015. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2010 fixant les critères d'agrément des médecins généralistes

La Ministre de la Santé publique,

Vu la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, l'article 88 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2010 fixant les critères d'agrément des médecins généralistes ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes, donné le 25 juin 2015 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 août 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 octobre 2015 ;

Vu l'avis 58.225/2 du Conseil d'État, donné le 21 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article unique.** L'article 10 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2010 fixant les critères d'agrément des médecins généralistes, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Le médecin généraliste agréé est tenu de maintenir et de développer ses compétences pendant toute sa carrière par une formation pratique et scientifique. »

Bruxelles, le 12 novembre 2015.

Mme M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C – 2015/24290]

12 NOVEMBER 2015. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 maart 2010 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van huisartsen

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015, artikel 88;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 maart 2010 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van huisartsen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gegeven op 25 juni 2015;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 31 augustus 2015 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting, gegeven op 12 oktober 2015;

Gelet op advies 58.225/2 van de Raad van State, gegeven op 21 oktober 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Enig artikel.** Artikel 10 van het ministerieel besluit van 1 maart 2010 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van huisartsen wordt vervangen als volgt:

“Art. 10. De erkende huisarts is ertoe gehouden gedurende zijn ganse loopbaan zijn bekwaamheid te behouden en te ontwikkelen door praktische en wetenschappelijke vorming.”

Brussel, 12 november 2015.

Mevr. M. De BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11523]

18 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal portant modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité et de l'arrêté royal du 2 avril 2014 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 21<sup>ter</sup>, § 2, 1<sup>o</sup>, et la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, l'article 15/11, § 1<sup>er</sup>quater, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 novembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 novembre 2015;

Vu l'avis de la Commission de Régulation de l'Electricité et Gaz n° 151123-CDC-1483, donné le 23 novembre 2015;

Vu l'article 8, § 2, 2<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est excepté d'analyse d'impact de la réglementation, vu l'urgence motivée comme suit;

Vu l'avis 58.613/3 du Conseil d'État, donné le 14 décembre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11523]

18 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt en van het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot vaststelling van de nadere regels betreffende een federale bijdrage bestemd voor de financiering van bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de aardgasmarkt

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, op artikel 21<sup>ter</sup> § 2, 1<sup>o</sup>, en gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, op artikel 15/11, § 1<sup>er</sup>quater, eerste lid, 1<sup>o</sup>;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 november 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 27 november 2015;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas n° 151123-CDC-1483, gegeven op 23 november 2015;

Gelet op artikel 8, § 2, 2<sup>o</sup>, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit uitgezonderd van een regelgevingsimpactanalyse gelet op de gemotiveerde hoogdringendheid;

Gelet op het advies 58.613/3 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2015 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Considérant que jusqu'en 2015, les montants destinés au financement du fonds « gaz à effet de serre », du fonds visé à l'article 21bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 3<sup>o</sup>, de la loi pour le financement partiel de la mise en œuvre des mesures prévues par la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies et du fonds visé à l'article 15/11, § 1<sup>er</sup>ter, 2<sup>o</sup>, de la loi, pour le financement partiel de la mise en œuvre des mesures prévues par la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies, ont été soit réduits à zéro, soit gelés au niveau du 1<sup>er</sup> janvier 2012;

Que, vu la nécessité de protéger le pouvoir d'achat des citoyens et la compétitivité de nos entreprises face à la facture énergétique et la nécessité de garantir aux clients finals le droit de bénéficier du service universel, à savoir être approvisionnés en électricité à des prix raisonnables, aisément et clairement comparables, transparents et non discriminatoires, conformément aux exigences de la Directive 2009/72/CE, il convient de déterminer rapidement ce qu'il advient de ces mêmes fonds, à tout le moins pour l'année 2016;

Que l'option de geler ou de maintenir à zéro l'un ou l'autre fonds ne porte pas préjudice à l'Accord du Gouvernement qui énonce que :

« Les tarifs sociaux actuels dans le domaine de l'énergie, des télécommunications et de la mobilité seront évalués avec l'objectif d'une amélioration. Si cela s'avère possible, les tarifs sociaux seront accordés automatiquement.

Les fonds sociaux en matière d'énergie (gaz, électricité et mazout) seront évalués et, le cas échéant, restructurés ou adaptés. »;

et que :

« [...] La contribution fédérale sur l'électricité et sur le gaz sera revue à la baisse. Le Fonds Kyoto qui n'est plus alimenté depuis mi-2012, est supprimé. Les autres fonds seront évalués. »;

Que partant, il est proposé de maintenir en 2016 les fonds susvisés respectivement à zéro ou gelés;

Considérant qu'il importe que les différents termes des cotisations fédérales électricité et gaz naturel soient définis précisément et rapidement afin d'en permettre l'application dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016;

Qu'il y a donc lieu de procéder à l'adoption du présent arrêté avant la fin de l'année 2015, sans quoi la commission ne disposerait pas d'une base légale utile pour maintenir la cotisation fédérale à un niveau raisonnable;

Qu'il y a lieu d'éviter à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, tout prélèvement de la cotisation fédérale à destination du fonds « gaz à effet de serre » et augmentation des fonds électricité et gaz destinés au financement partiel de la mise en œuvre des mesures prévues par la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies, ceci permettant, d'une part, d'éviter une influence à la hausse sur les factures d'électricité et, d'autre part, aux fournisseurs de se baser sur une période de facturation maîtrisable;

Que partant, le présent arrêté doit être soumis dans les conditions de l'urgence à la Section de Législation du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité**

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année 2016, le montant destiné au financement de la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à financer par le produit de la cotisation fédérale à charge du secteur de l'électricité, s'élève à 0 EUR. ».

Overwegende dat tot 2015 de bedragen bestemd tot financiering van het « broeikasgassenfonds », bedoeld in artikel 21bis, § 1, lid 4, 3<sup>o</sup>, van de wet tot gedeeltelijke financiering van de uitvoering van de maatregelen voorzien door de wet van 4 september 2002 houdende toewijzing van een opdracht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn inzake de begeleiding en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevenden inzake energielevering en van het fonds voorzien in artikel 15/11, § 1<sup>er</sup>ter, 2<sup>o</sup> van de wet van 4 september 2002 houdende toewijzing van een opdracht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn inzake de begeleiding en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevenden inzake energielevering, ofwel tot nul herleid zijn, ofwel bevroren zijn op het niveau van 1 januari 2012;

Dat gelet op de noodzaak om de koopkracht van de burgers en de concurrentiekracht van onze ondernemingen tegenover de energiefactuur te beschermen en de noodzaak om de eindafnemers het recht op de universele dienstverlening te waarborgen, namelijk met elektriciteit te worden bevoorrad tegen redelijke, gemakkelijk en duidelijk vergelijkbare, transparante en niet-discriminerende tarieven, overeenkomstig de Richtlijn 2009/72/EG, het passend is snel te bepalen wat er met diezelfde fondsen gebeurt, ten minste voor het jaar 2016;

Dat de optie om het een of andere fonds te bevriezen of op nul te behouden geen afbreuk doet aan het regeerakkoord dat bepaalt dat :

“De bestaande sociale tarieven in het kader van energie, telecom en mobiliteit zullen worden geëvalueerd met oog op een verbetering. Waar mogelijk zullen de sociale tarieven automatisch worden toegewend.

De sociale energiefondsen (gas, elektriciteit en stookolie) worden geëvalueerd en, desgevallend, geherstructureerd of aangepast.”

en dat :

“[...] De federale bijdrage op elektriciteit en aardgas zal naar beneden worden herzien. Het Kyotofonds dat sinds midden 2012 niet meer wordt gevoed, wordt afgeschaft. De andere fondsen worden geëvalueerd.”;

Dat er derhalve wordt voorgesteld hoger bedoelde fondsen in 2016 op nul of bevroren te houden;

Overwegende dat het van belang is dat de verschillende onderdelen van de federale bijdragen elektriciteit en gas nauwkeurig en snel gedefinieerd worden zodat zij vanaf 1 januari 2016 kunnen worden toegepast;

Dat er dus voor het einde van het jaar 2015 moet worden overgegaan tot het aannemen van dit besluit, om te vermijden dat de commissie over geen enkele wettelijke basis zou beschikken om de federale bijdrage op een redelijk niveau te houden;

Dat er moet vermeden worden om vanaf 1 januari 2016, de federale bijdrage ter bestemming van het fonds “broeikasgassen” te heffen en de fondsen elektriciteit en gas tot gedeeltelijke financiering van de uitvoering van de maatregelen voorzien door de wet van 4 september 2002 houdende toewijzing van een opdracht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn inzake de begeleiding en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevenden inzake energielevering, te verhogen waarbij hierdoor enerzijds een verhoging van de elektriciteitsrekeningen wordt vermeden en anderzijds de leveranciers zich kunnen baseren op een beheersbare factuurperiode;

Dat dit besluit dus hoogdringend dient te worden voorgelegd aan de Afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Energie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**TITEL I. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt**

**Artikel 1.** Artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 2014, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Voor het jaar 2016 bedraagt het bedrag bestemd tot financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen, te financieren door de opbrengst van de federale bijdrage ten laste van de elektriciteitssector, 0 EUR.”.

**Art. 2.** A l'article 3, § 4, alinéa 2, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « et » entre les mots « Pour les années 2012, 2013, 2014 » et « 2015 » est remplacé par une virgule;
- 2° les mots « et 2016 » sont insérés entre le chiffre « 2015 » et les mots « , le montant annuel destiné ».

**TITRE II. — Modifications de l'arrêté royal du 2 avril 2014 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel**

**Art. 3.** A l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 avril 2014 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « et » entre les mots « Pour les années 2012, 2013, 2014 » et « 2015 » est remplacé par une virgule;
- 2° les mots « et 2016 » sont insérés entre les mots « 2015 » et « , le montant annuel destiné ».

**TITRE III. — Dispositions finales**

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Art. 5.** La Ministre de l'Energie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Energie,  
Mme M.C. MARGHEM

**Art. 2.** In artikel 3, § 4, lid 2, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord « en » tussen de woorden "Voor de jaren 2012, 2013, 2014" et "2015" wordt vervangen door een komma;
- 2° de woorden « en 2016 » worden ingevoegd tussen het cijfer "2015" en de woorden "wordt het jaarlijks bedrag".

**TITEL II. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot vaststelling van de nadere regels betreffende een federale bijdrage bestemd voor de financiering van bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de aardgasmarkt**

**Art. 3.** In artikel 3, § 2, lid 2 van het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot vaststelling van de nadere regels betreffende een federale bijdrage bestemd voor de financiering van bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de aardgasmarkt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord « en » tussen de woorden "Voor de jaren 2012, 2013, 2014" et "2015" wordt vervangen door een komma;
- 2° de woorden « en 2016 » worden ingevoegd tussen het cijfer "2015" en de woorden "wordt het jaarlijks bedrag";

**TITEL III. — Overgangsbepalingen**

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016.

**Art. 5.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie,  
Mevr. M.C. MARGHEM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE**

[C - 2015/21092]

**2 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal réglant la situation pécuniaire de certains membres du personnel contractuel du Service public fédéral de Programmation Politique scientifique**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 14 avril 1965 réglementant le financement de la recherche scientifique fondamentale collective d'initiative ministérielle;

Vu l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les Services publics fédéraux, l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation et autres services qui en dépendent ainsi que dans certains organismes d'intérêt public, l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, premier tiret;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2014;

**PROGRAMMATORISCHE  
FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID**

[C - 2015/21092]

**2 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot regeling van de geldelijke situatie van sommige contractuele personeelsleden van de programmatorische federale overheidsdienst Wetenschapsbeleid**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 april 1965 tot regeling van de financiering voor het collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op ministerieel besluit;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen in de federale Overheidsdiensten, artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de federale overheidsdiensten, de federale programmatorische overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen, alsook in sommige instellingen van openbaar nut, artikel 1, 4<sup>o</sup>, eerste streepje;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 december 2014;